que de les laisser aller travailler. C'est ce qu'il a dit dans sa propre lettre qu'il a adressée à trois dames de la fonction publique.

Préconiser le recours à la violence contre les femmes est indigne de tout Canadien qui se respecte. C'est un acte honteux digne d'un pleutre, un acte d'intimidation abject qui n'inspire que dégoût et répulsion.

Si le vice-président du Parti progressiste conservateur ou du Parti libéral avait tenu de tels propos, les membres et les dirigeants du parti auraient exigé sa démission sur-le-champ.

Comment les députés néo-démocrates peuvent-ils poser des questions à la Chambre sur la condition féminine tant que M. Bean est vice-président de leur parti?

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour signaler la fermeture imminente de la succursale postale A, à Saanich, en Colombie-Britannique.

Cette succursale est tout à fait rentable. Il y a une liste d'attente de deux ans pour obtenir une case postale et ses recettes ont augmenté de 17 p. 100 cette année, même si l'entreprise privée exploite plus de huit comptoirs postaux dans un rayon de trois kilomètres. Les clients sont allés à ces comptoirs, mais ils sont retournés à la succursale A parce que son personnel syndiqué est plus en mesure de répondre à leurs questions.

Il ne fait pas de doute que les gens et les petites entreprises de ma circonscription préfèrent aller dans un vrai bureau de poste.

À Saanich, il a été démontré que la succursale postale est plus efficace que les comptoirs tenus par l'entreprise privée. Postes Canada se propose maintenant de fermer cette succursale fort rentable, peut-être celle qui a le plus de succès dans tout le Grand Victoria.

J'ai une suggestion à faire à Postes Canada, ainsi qu'à ce gouvernement. Plutôt que de payer des billets d'avion à des gestionnaires supérieurs pour qu'ils puissent aller n'importe où au Canada assister au match de la Coupe Grey ou de réserver les loges d'honneur du SkyDome, occupez-vous donc d'offrir un service de qualité aux clients et contribuables de ma circonscription.

Questions orales

QUESTIONS ORALES

• (1420)

[Français]

LES AFFAIRES CONSTITUTIONNELLES

L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable des Affaires constitutionnelles. Cette semaine, il a rencontré à Montréal le Conseil du patronat pour lui annoncer que le gouvernement était pour amender les propositions du gouvernement sur l'union économique. Je pense que tout le monde reconnaît qu'il serait utile de revoir l'article 121 de la Constitution pour essayer d'obtenir au Canada un véritable marché commun. Cependant, la façon prise par le gouvernement n'est certainement pas la bonne.

Parmi les trois propositions, 14, 15 et 16, quelles sont celles qu'il a l'intention de changer? Et est-ce qu'il va informer soit la Chambre, soit les membres, sénateurs et députés, qui siègent sur le Comité conjoint de la Chambre des communes et du Sénat sur les questions constitutionnelles? Parce que je dois dire au ministre qu'on n'a pas l'intention de perdre notre temps à étudier des propositions que le gouvernement a déjà rejetées.

Le très hon. Joe Clark (président du Conseil privé et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Malheureusement, monsieur le Président, le député est quelque peu mal informé, j'imagine pour la dernière fois. Ce que j'ai dit au Conseil du patronat, après une conversation vraiment valable, c'était que je comprenais bien leur intérêt d'avoir une situation où les provinces et le gouvernement fédéral, dans un sens de partenariat, pourraient prendre les initiatives pour faire avancer l'union économique du Canada. Cela a toujours été notre intention. Ce que je leur ai dit était à l'effet que s'il semblait y avoir une différence entre notre intention et les mots employés, qu'on était prêts, bien sûr, à changer la formulation. J'ai ajouté également que l'endroit où les changements doivent être considérés, c'est en comité parlementaire. Le gouvernement fédéral a fait des propositions. Elles sont là pour être améliorées. J'ai l'intention, je crois que c'est tout à fait normal, d'être impliqué avec d'autres dans les conversations en ce qui concerne les améliorations potentielles. Cela est bien compris par le Conseil du patronat et, je l'espère maintenant, par la Chambre des communes, que les améliorations doivent être réalisées par le biais du Comité conjoint.